

## Du repentir à la damnation : le chemin de croix de la Sainte Trinité

La Sainte Trinité des « nouveaux démocrates » s'attaque donc à Marx et au marxisme en restant à la surface des choses et des textes. La teneur de leur discours se juge à ses implications pratiques autant et plus qu'à ses lacunes théoriques. Commençons par Edgar Morin, dont les recherches épistémologiques auraient laissé espérer plus de rigueur dans le propos. Dans son livre sur *La Nature de l'URSS*<sup>1/</sup>, il prétend traiter de mémoire, sans vérifier la moindre citation ni la moindre référence, « la question majeure de l'humanité » (*sic!*). Il s'y est attelé, explique-t-il en introduction, à partir... d'un article de commande pour le journal *Libération*, et se réclame du précédent d'Henri Pirenne écrivant en prison sa synthèse historique sur l'Europe des invasions au XVI<sup>e</sup> siècle...

Pirenne connaissait son sujet. Morin, non. Il accumule les contresens et les confusions de faits. Il prend Otto Bauer pour Bruno Bauer (p. 112). Il cite *Leur morale et la nôtre* de Trotski pour lui faire dire exactement le contraire de ce qu'il s'est acharné à expliquer. Il n'hésite pas à combler le manque de sérieux de son travail par un entassement de formules aussi pédantes que creuses : « Le développement d'une URSS totalitaire s'est donc fait selon une endo-éco-genèse où l'endo-causalité et l'exo-causalité constituent une causalité en spirale... »

Soit. Reste à voir plus trivialement où conduit l'argumentation « en spirale » du professeur

Morin ? Toute sa démarche est fondée sur un postulat institutionnaliste : l'histoire n'est plus le développement ouvert de la lutte des classes, avec ses incertitudes et ses surprises, mais la réalisation d'un programme génétique des institutions. « À l'origine, donc, il y eut le parti bolchevique » (p. 27). La bureaucratie n'est plus d'abord le produit d'une différenciation sociale en rapport avec la division du travail et l'exercice du pouvoir. Elle est définie comme une fonction du « système totalitaire », qui a un « besoin énorme de bureaucratie d'État et de bureaucratie de parti » (p. 77). Enfin, quand il s'interroge sur l'origine de la puissance de l'URSS contemporaine, Morin ne cherche pas une seule fois la réponse dans l'organisation de la production ou dans les rapports sociaux : « le germe, le principe en est dans l'organisation et le mythe bolchevique » (p. 257).

Au commencement, donc, était le mythe.

Comme c'est souvent le cas, une vision mythologique de l'histoire se double d'une lecture policière de ses péripéties.

Les classes et les masses sont ainsi réduites à une pâle figuration, sur un théâtre où le premier rôle revient, non pas même au Parti, mais à l'Appareil : « C'est l'Appareil qui a suscité les énergies fabuleuses tant dans la destruction que dans la construction. C'est lui qu'animent une mythologie [encore !] et une religion grandioses. Le Parti est le démiurge. » Mais qu'y a-t-il alors derrière l'Appareil lui-même. Il y a « animant le bureaucrate, cet apparatchik de type exceptionnel » : l'apparatchik suprême... Et derrière cet « egocrate » ? On devine le principe même du totalitarisme...

Morin remet l'histoire sur la tête, ou plutôt sur l'Idée. Inévitablement les grandes convulsions sociales des années trente et de la Seconde Guerre mondiale sont perçues en conséquence comme manœuvrées en coulisse

par la main de Moscou (p. 136-137). Le processus par lequel « le castrisme, absorbant en lui le PC cubain, devient stal » n'a rien à voir avec les problèmes économiques de la société cubaine, avec l'histoire des luttes de classes en Amérique latine, avec le boycott, et la menace constante de l'impérialisme américain. Non : « c'est là encore un processus auto-exo-généré, en spirale », qui « n'est pas parti d'un appareil bolchevique ou stalinien, mais d'une mythologie ou d'une illusion sur le socialisme »...

Poursuivant la logique « en spirale » de son anti-méthode (et toujours de mémoire), le professeur Morin dévoile l'énigme de « la question majeure de l'Humanité » : « Le stalinisme, dans un sens, constitue un développement extrême du premier léninisme. Mais, dans un autre sens, il le contredit en inversant la relation hiérarchique entre le bureau politique et le secrétariat du parti » (p. 41). Voilà une révélation qui méritait ce long voyage au pays des mythes ! Morin, après avoir doctement balancé « dans un sens, et dans l'autre sens », a enfin trouvé la différence historique entre l'URSS de Lénine et celle de Staline !...

Inutile de prendre l'histoire à bras-le-corps, d'aller chercher ce qui s'est passé avec la collectivisation forcée, les millions de déportés, les procès de Moscou. Inutile de discuter les conflits colossaux qui marquent l'affrontement entre la révolution et la contre-révolution bureaucratique. Le pot aux roses est dévoilé : il y a eu inversion hiérarchique, non même des rapports entre le parti et les soviets, ou entre le parti et l'État, non, simplement une inversion de la relation entre... le bureau politique et le secrétariat du parti !

### Le monde revu par la mythologie

C'est le dernier mot de cette généalogie institutionnelle du « totalitarisme ». Rien d'éton-

<sup>1/</sup> Edgar Morin, *De la nature de l'URSS*, Fayard, 1983.

nant, dès lors à ce que la causalité en spirale ferme sa boucle et devienne ce bon vieux cercle vicieux, dont s'aureole la tête tourmentée de Saint Morin : « L'appareil est lui-même possédé par un rêve-délire de toute puissance et ce rêve-délire peut devenir despotisme [...]. L'appareil fut longtemps possédé par le mythe religieux dont il était possesseur [...]. Il faut bien voir de toute façon que l'Appareil possesseur du pouvoir est en même temps un appareil possédé par le pouvoir. » Possédé par un rêve-délire de toute-connaissance, et confiant en l'infailibilité de sa mémoire, le Saint tourne obstinément en rond.

Ce qui le ramène inexorablement au point de départ. Et le point de départ, le bercail du marxiste universitaire repent, c'est toujours l'idéologie dominante. Quand Saint Morin descend du mythe sur la terre, son paysage conceptuel se colore soudain d'un contenu politique, pratique, quotidien, impitoyablement visible et grossier.

Hypnotisé par le totalitarisme qui monte à l'Est, pétrifié d'effroi, Morin est aveugle devant l'impérialisme : « La tragédie des États-Unis est qu'ils ne peuvent arriver à reproduire leur propre système démocratique dans les pays qui leur sont soumis ; les oligarchies indigènes et le grand capital américain implanté sur place s'y opposent ; si une telle démocratie s'établit elle est dénuée de racines solides et risque d'être renversée soit par les militaires, soit par les guérillas, les guérillas favorisant les putschs militaires et les dictatures militaires suscitant de nouvelles guérillas... » (p. 204). Et encore un cercle vicieux, dont l'univers de Morin est peuplé. Mais le tour de force c'est de poser la démocratie américaine comme une alternative au « totalitarisme », en regrettant seulement son incapacité à se reproduire. Comme si l'oppression et le sous-développe-

ment n'étaient pas la face cachée nécessaire de cette démocratie bâtie sur deux siècles de pillages.

Ignorant de la moindre donnée concrète concernant la course aux armements (mais est-ce bien nécessaire pour résoudre « la question majeure de l'Humanité » ?), Morin n'est pas gêné pour poser comme axiome qu'entre les États-Unis et l'URSS, « seul le partenaire totalitaire pourrait avoir volonté et liberté de déclencher une attaque nucléaire surprise ». L'homme de science Morin apporte ainsi, en toute innocence bien sûr, sa petite caution de chercheur scientifique inquiet sur l'avenir de sa science, à tous les poseurs de missiles Cruise et Pershings, qui ne lui en demandaient pas tant. Et d'affirmer péremptoirement, pour faire bonne mesure, que, « de toute façon, l'URSS bénéficie d'une supériorité stratégique irrémédiable » (p. 209).

Morin, sans sourciller, a choisi son camp. Pas celui des opprimés au Salvador contre Reagan et des travailleurs polonais contre Jaruzelsky ou Andropov, non : le camp de Reagan contre Andropov. Dans ce choix, il n'y a plus place pour la moindre solidarité envers la lutte de libération des opprimés, déjà suspects de briser leurs chaînes pour en forger de nouvelles. Le sort du Nicaragua est ainsi déjà scellé aux yeux du perspicace Morin, résigné à l'ascension d'un goulag sandiniste... (p. 139).

La vision mythologique du monde a sa propre cohérence, pourquoi le nier. Morin a tranché une fois pour toutes : « le conflit décisif qui domine le monde » n'est pas entre socialisme et capitalisme », mais entre « démocratie et totalitarisme ». Ainsi posée, la question contient déjà la réponse. Entre démocratie et totalitarisme, le gourou apeuré choisit la démocratie. Mais le gourou est assez brave pour vouloir rester logique. Et entre deux totalitarismes ? Il choisirait

évidemment le moindre ! Même si la logique donne le vertige, elle reste la logique, et, sur sa voie, Saint Morin s'avance vers son martyr : existe-t-il une différence entre le totalitarisme nazi et le totalitarisme soviétique ?

Morin n'est jamais à court. Il n'en trouve pas une mais « trois importantes » : « La première est dans la nature de la Science [...]. La seconde différence concerne le mythe national [...]. La troisième différence est l'inachèvement totalitaire du fascisme et même du nazisme » (p. 175). Nous y voilà. Le nazisme est un totalitarisme inachevé, velléitaire, un avorton de totalitarisme, parce que le fascisme italien « a domestiqué la royauté, mais sans l'abolir, subordonné les castes dominantes mais sans les détruire, toléré un certain pluralisme culturel, s'est mis en symbiose avec l'économie capitaliste au lieu de s'en emparer. » De même, le nazisme institua une industrie d'État, mais au sein d'une sphère économique privée et « c'est dans la collaboration avec le capitalisme, donc dans la limitation du totalitarisme lui-même que s'affirma le national-socialisme ».

Tremblant déjà à l'idée du déferlement des blindés du totalitarisme « achevé » soviétique, le démocrate moraliste est prêt à implorer la protection des missiles nucléaires américains. Mais sa couardise n'a pas de limite. Il est tout prêt à retourner sa veste au cas où les blindés viendraient à bout des missiles. Il a déjà forgé les arguments qui lui permettraient de s'accommoder de la nouvelle occupation. Décidément, il est utile de savoir philosopher : privé du pouvoir, le parti totalitaire n'est rien ; privée du pouvoir, l'armée reste l'armée ; donc le pouvoir de l'armée est préférable au pouvoir du parti. Coup de théâtre : « une dictature militaire à Moscou correspondrait non seulement à une relative libéralisation intérieure

mais aussi à une relative modération extérieure » (p. 253). Et Saint Morin d'imaginer déjà les généraux soviétiques abreuvant leurs blindés dans les fontaines de la Concorde : « De toute façon un protectorat grand-russien sur l'Europe, qui y laisserait subsister des institutions démocratiques et serait seulement de nature stratégique-militaro-économique, s'avérerait beaucoup moins horrible qu'une Europe devenue totalitaire sous le protectorat de l'Empire totalitaire. Mieux vaut Koutouzov à l'Arc de Triomphe que Marchais embrassant Andropov à l'Élysée, Le pire dans ces conditions serait le meilleur » (p. 254).

Le résistant démocrate a déjà l'âme d'un collabo, pour l'avenir. Pour le présent, la cause de la démocratie pure, sans attributs de classe, se traduit en pratique par une apologie de la social-démocratie, chez Lefort<sup>2/</sup> comme chez Morin, *via* l'apologie du parlementarisme. Lefort, naguère champion de la démocratie directe et des conseils ouvriers, en vient ainsi à écrire : « il n'y a pas de peuple en acte, en dehors de l'opération réglée du suffrage et il n'y a pas de pouvoir susceptible de l'incarner » (p. 121).

Rousseau disait autre chose : qu'il n'y a pas de pouvoir susceptible de « représenter » le peuple. Lefort, lui, défend qu'il n'y a pas de pouvoir susceptible « d'incarner » le peuple. La formule métaphorique du corps est confuse à dessein, mais elle implique sans ambiguïté qu'il n'existe pas de forme par laquelle le peuple puisse exercer son pouvoir. Il ne lui reste donc qu'à le déléguer. En la matière, quel autre mode de délégation que cette bonne machine éprouvée du parlementarisme ?

Après avoir accusé le marxisme d'indigence politique, Lefort réussit cette prouesse de

réduire l'activité politique de la masse, du prolétariat, « du peuple », dit-il, à l'instant sacré de l'isoloir : « il n'y a pas de peuple en acte en dehors de l'opération réglée du suffrage ». Passé le seuil du confessionnal républicain, le citoyen n'existe politiquement pour quatre ou sept ans. On peut sursauter à cette nouvelle révélation, qui apporte un renfort idéologique de dernière heure aux démocraties du monde impérialiste et redore leur blason. C'est pourtant le résultat imparable de la substitution du couple totalitarisme/démocratie au couple capitalisme/socialisme. Lefort le dit d'ailleurs clairement : « En regard de l'État totalitaire, l'État démocratique acquiert un nouveau relief. Impossible en effet de négliger les effets sur sa structure et son fonctionnement, du mode d'institution du pouvoir politique et de l'existence de droit d'une société civile » (p. 156).

Quiconque épouse la cause du parlementarisme tardif se jette dans les bras de la social-démocratie. Ce que vérifie l'avant-propos de Lefort daté de mars 1981. Il s'y désole de trouver le Parti socialiste « aveugle au système totalitaire » (p. 25) et trop marqué encore par « le moule d'un marxisme archaïque ».

Ce serait là « le drame, » de Mitterrand et des siens et le frein qui les empêcherait de restituer « à la dynamique de la démocratie sa vigueur ». Non seulement contre Marx, mais aussi contre Rousseau. Lefort est résolument passé du côté de la liberté politique pure, détachée de ses fondements sociaux. Les entraves à la démocratie ne tiennent plus à la propriété, à l'exploitation, à la crise capitaliste qui conduit à réduire d'abord les libertés syndicales puis les libertés des immigrés, et ensuite les libertés en général. Elles résident dans un fait de conscience : l'aveuglement devant le totalitarisme. Avec Rocard, Lefort crie à Mitterrand : encore un effort pour être social-démocrate !

C'était deux mois avant la victoire présidentielle de 1981. Gageons que, depuis, Lefort appartient à ceux qui imputent les difficultés du gouvernement de gauche aux excès de jacobinisme et à la présence des quatre ministres communistes, plutôt qu'à une politique d'austérité qui tourne le dos aux promesses de « changement ».

Contre le péril totalitaire qui hante son horizon, Lefort se cramponne déjà au rempart de la social-démocratie : « c'est toujours l'étranglement de la social-démocratie qui signe l'avènement de l'État totalitaire ». Il est vrai que la social-démocratie comme formation politique est balayée avec le parlementarisme dont elle se nourrit, que ce soit par la révolution prolétarienne ou par la réaction bourgeoise, aussitôt que la lutte de classe ne laisse plus d'espace aux entremetteurs de la collaboration de classe.

Mais comment oublier que, pour sauver sa peau, la social-démocratie est prête à étrangler préventivement de ses propres mains le prolétariat, en recourant non pas au Parlement de l'État bourgeois, mais à ses troupes spécialisées. Le rappel n'est pas inutile quand on voit Morin, grisé par son idylle social-démocrate, débiter tranquillement : « La social-démocratie d'avant 1914 n'évoluait pas dans le sens d'une manipulation accrue des masses par le parti. » De plus, elle n'évoluait pas dans le sens autoritaire puisque le jeu de la lutte de tendance y entretenait le pluralisme démocratique » (p. 46). Pourtant, cette même social-démocratie, dans son écrasante majorité, a conduit (sans manipulation !) le prolétariat à la remorque du militarisme bourgeois, et elle a encore (sans autoritarisme !) soutenu contre Rosa Luxemburg les assassins Noske, Scheidemann et Ebert, sortis de ses propres rangs !

Pour avoir remplacé une alternative sociale et historique par une alternative institution-

2/ Claude Lefort, *L'Invention démocratique*, Fayard, 1981.

nelle abstraite (démocratie/totalitarisme), Saint Morin et Saint Lefort sont enfermés dans l'horizon désormais indépassable de la démocratie parlementaire.

D'un côté, comme l'avait fait Bobbio <sup>3/</sup> avant eux, ils sont acculés à réduire cette démocratie formelle à un ensemble de commandements techniques.

De l'autre côté, pour relever la vieille recette parlementaire, ils l'agrémentent d'un zeste « d'autonomie » ou « d'autogestion ». Ce discours sur l'allègement de l'État peut basculer soit sur son dépérissement dans le cadre d'une démocratie directe (de conseils), soit sur le libéralisme sauvage des Chicago boys. Sous les effets de la crise, ayant rejeté la première hypothèse comme porteuse du péril totalitaire, Lefort et Morin penchent vers la version douce, rocardienne, de la seconde.

### Nouveaux croisés

Impossible de quitter là la Sainte Trinité démocratique sans faire halte devant le troisième larron : Castoriadis <sup>4/</sup>. Des trois, il est le plus fanatique. Morin et Lefort sont encore des démocrates moralistes. Lui laisse déjà per-

cer le moine guerrier, comme l'atteste la vigoureuse tribune qu'il a publiée dans *Le Monde* du 26 février 1983.

Il part d'un hommage vibrant aux « oligarchies libérales » qui forment « un socle précieux car improbable et fragile, sur quoi autre chose pourra être édifié ». Mais ces délicates créatures se trouvent sous une « triple menace » :

**1.** Elles sont « menacées d'abord militairement et politiquement par la stratocratie russe que sa dynamique interne pousse à la domination mondiale ».

**2.** Elles sont menacées ensuite « d'être submergées par un tiers-monde trois fois plus peuplé qu'elles... »

**3.** Elles sont menacées « enfin et surtout par leur propre décomposition. La société politique s'y morcèle en lobbies [...]. L'irresponsabilité s'y propage à grande vitesse ». Il ne manque pas grand-chose pour que l'antitotalitaire Castoriadis, sous couvert de pourfendre les corporatismes ravageurs (à commencer bien sûr par celui des travailleurs sourds aux contraintes de la crise), réclame un peu plus d'ordre, de discipline, et d'État. C'est d'ailleurs le revers obligé des libéraux. Tout vaut mieux

en effet à ses yeux que le danger qui se lève à l'Est :

**a)** Il n'y a rien à défendre dans la société russe, alors que dans les sociétés européennes « il y a à défendre beaucoup de choses dont rien n'assure que détruites elles ressurgiraient ».

**b)** « Il est certain qu'on peut revenir de Franco, de Salazar, de Papadopoulos, des généraux brésiliens, probablement demain de Pinochet, et qu'on ne revient pas d'un régime communiste une fois établi. »

Ergo...

Un nouveau croisé de l'Occident est né. Notons, pour terminer à ce sujet, avec quelle touchante spontanéité Morin et Castoriadis retrouvent les catégories géopolitiques chères à l'ultra-réactionnaire représentante de Reagan aux Nations unies. Jane Kirkpatrick a en effet établi cette délicate distinction entre pays autoritaires et pays totalitaires, qui permet à la diplomatie américaine de mener grand tapage sur les horreurs du goulag, tout en fermant les yeux sur les camps de concentration « autoritaires » d'Argentine et de prêter la main au génocide « autoritaire » du Salvador. 1983

<sup>3/</sup> Voir les articles de N. Bobbio reproduits dans *El marxism y el Estado*, éditions Avance, Madrid.

<sup>4/</sup> Cornélius Castoriadis, *Devant la Guerre*, Grasset, 1981.